

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 1

Artikel: L'Inde, puissance mondiale? Partie 2
Autor: Lamballe, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346822>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'Inde, Puissance mondiale ? (2)

Général Alain Lamballe

Cet article est paru sous le titre « L'Inde, un acteur international majeur », dans le numéro de janvier 2006 de *Défense nationale et sécurité collective*. Il paraît dans une forme actualisée dans la *RMS*, avec l'aimable autorisation de l'amiral Girard, rédacteur en chef.

Une prédominance régionale

Malgré la résistance et l'obstruction du Pakistan, l'Inde s'est d'abord affirmée comme une puissance régionale en Asie du Sud. Par sa taille, sa population et l'importance de son économie, elle domine ses partenaires régionaux qui subissent bon gré mal gré son hégémonie. En plus du Pakistan, le Bangladesh la conteste dans une moindre mesure.

L'Inde privilégie la négociation bilatérale avec ses voisins plutôt que de recourir à une diplomatie multinationale au sein de la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC) qui regroupe les sept pays de la région (Inde, Pakistan, Bangladesh, Népal, Bhoutan, Sri Lanka et Maldives). C'est le seul pays à avoir une frontière avec tous les autres pays de l'association. Son Produit Intérieur Brut représente 80 % de celui de l'ensemble des pays membres de l'association et sa balance commerciale est positive avec chacun d'entre eux, ce qui suscite de vifs ressentiments. Elle ne trouve aucun intérêt à renforcer le rôle de l'association au sein de laquelle les six autres membres ont tendance à faire front uni face à New Delhi. Des problèmes majeurs comme celui de l'énergie et celui de la gestion des cours d'eau, qui souvent traversent plusieurs territoires nationaux, ne trouvent pas de solutions régionales mais seulement, et pas toujours, des arrangements bilatéraux¹. L'adhésion de l'Afghanistan, décidée lors de la réunion de l'association en novembre 2005, porte le nombre de pays membres à huit. Elle ne peut qu'être favorable à l'Inde, au détriment du Pakistan. New Delhi entretient en effet avec Kaboul des rapports très cordiaux en lui accordant une aide dans divers domaines, notamment dans celui de la police. Cependant, il s'abstient d'intervenir dans la reconstruction de l'armée afghane pour ne pas susciter le mécontentement d'Islamabad.

¹ Voir « L'eau, source de conflits en Asie du Sud », Alain Lamballe dans « Guerres mondiales et conflits contemporains », Paris, septembre 1999.

Malgré sa propension à une diplomatie bilatérale, l'Inde ne s'est pas opposée à l'établissement d'un accord de libre échange au sein de la *South Asian Association for Regional Cooperation*, peut-être parce qu'elle y voit un moyen d'accéder plus facilement à des pays au delà des limites occidentales de l'Asie du Sud, laquelle inclut désormais politiquement l'Afghanistan. Cet accord, connu sous le nom de *South Asian Free Trade Agreement* (SAFTA) est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2006 mais en réalité ne fonctionne pas, en partie parce que le Pakistan refuse de l'appliquer à l'Inde car il craint une inondation de produits indiens, même si, simultanément, il se laisse envahir d'articles chinois. Les produits indiens ne sont admis qu'avec parcimonie, souvent par nécessité pour faire baisser les prix locaux.

Ouverture vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale

Vers l'ouest, l'Inde s'apprête à conclure un accord de libre échange avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), réunissant l'Arabie saoudite, Oman, Koweit, Bahrain, Qatar et les Emirats Arabes Unis. De plus, le Conseil pourrait participer financièrement à la réalisation du vaste programme indien d'infrastructure. De son côté, l'Inde pourrait construire des établissements d'enseignement supérieur dans les pays du CCG. Elle s'intéresse en particulier aux Emirats Arabes Unis avec lesquels elle envisage de créer des entreprises conjointes dans des pays tiers, notamment arabes. La technologie indienne s'allierait à la finance arabe.

L'Inde développe aussi ses relations avec l'Iran qui répond favorablement pour rompre son isolement. L'opposition de New Delhi au programme nucléaire iranien ne semble pas constituer pour le moment un obstacle rédhibitoire pour l'application des accords déjà conclus mais pourrait le devenir pour ceux qui restent en discussion.

Un accord a été signé en 2003 sur la fourniture par l'Iran de pétrole et de gaz. Un autre accord a été conclu en 2005 pour la livraison de gaz liquéfié. L'Inde participe à la modernisation du port de Bander Abbas et à l'aménagement du port de Chabahar, stratégiquement bien situé à l'entrée du golfe d'Oman et de la mer d'Arabie. Elle contribue aussi à la construction, à partir de ce dernier port, de routes et voies ferrées, dans l'intention d'obtenir un accès à l'Asie centrale, en s'affranchissant du Pakistan et de l'Afghanistan. Le Pakistan lui refuse en effet le transit vers ces régions ex-soviétiques ainsi que vers l'Iran et l'Afghanistan, pour des raisons politiques mais aussi par crainte d'être envahi, de manière détournée et clandestine, de produits indiens qui pourraient être bradés. Les produits afghans peuvent transiter par le Pakistan vers l'Inde mais les produits indiens destinés à l'Afghanistan ne peuvent traverser le Pakistan. Le recours au transport maritime est nécessaire pour l'Inde. De plus, le Pakistan et l'Afghanistan resteront instables pendant longtemps, ce qui rend aléatoires tous les transports terrestres. L'Iran présente donc pour l'Inde un intérêt majeur d'autant plus qu'il lui permet de constituer un genre d'alliance à revers pour contenir le Pakistan.

Ouverture vers l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient

L'Inde a aussi mis en œuvre une politique d'ouverture vers l'est. Elle a développé ses relations avec l'Asie du sud-est dont elle proche géographiquement grâce à ses archipels Andaman et Nicobar. Des réunions entre l'Inde et l'*Association of South-East Asia Nations* (ASEAN) ont

désormais lieu régulièrement (la cinquième s'est déroulée en janvier 2007). Néanmoins, la réticence dont l'Inde fait preuve pour ouvrir son marché tarde la conclusion d'un accord commercial.

L'Inde participe, comme d'ailleurs le Bangladesh et le Pakistan, aux travaux de l'*ASEAN Regional Forum* (ARF), qui concentre son activité sur les problèmes de sécurité au sens le plus large. Des colloques ont lieu sur la sécurité maritime, l'un d'entre eux s'est déroulé en octobre 2005 à Cochin, au Kerala. Avec quatre autres pays d'Asie du Sud (Népal, Bhoutan, Bangladesh et Sri Lanka), elle est également membre de la *Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation* (BIMSTEC), une association qui inclut par ailleurs la Birmanie² et la Thaïlande mais dont le Pakistan est exclu. Les relations bilatérales avec tous les pays de l'Asie du Sud-Est connaissent un développement rapide malgré la rigide législation indienne. Avec l'Indonésie, un dialogue stratégique a été établi et fonctionne sur la base de réunions annuelles. Les relations s'intensifient pour inclure une coopération dans le domaine spatial avec l'installation dans la province indonésienne d'Irian Jaya d'une station indienne de poursuite de satellites.

Grâce à l'appui du Japon, l'Inde participe aux réunions de l'Association de l'Asie orientale (la première a eu lieu en décembre 2005 et la seconde en janvier 2007). Elle est désormais le premier bénéficiaire de l'aide japonaise

² Le Ministère français des affaires étrangères conserve l'appellation de Birmanie, refusant le terme Myanmar, adopté officiellement par le régime militaire.

Missile Agni II



au développement. Mais, compte tenu des potentialités, les échanges commerciaux bilatéraux demeurent relativement faibles, 6 milliards de dollars pour l'année financière 2005-2006 (en Inde, les années financières vont du 1^{er} avril au 31 mars).

Ouverture vers le reste du monde

La communauté musulmane de l'Inde qui rassemble environ 160.000.000 de personnes, soit plus que la population du Bangladesh et à peu près autant que celle du Pakistan, lui procure quelques avantages pour diversifier ses relations internationales mais elle peut aussi réduire sa liberté de manœuvre. Elle constitue à la fois un atout et un obstacle.

L'Inde s'est dotée d'un programme de coopération, encore modeste, mais elle a déjà acquis une bonne réputation dans la reconstruction de certains pays en crise dont l'Afghanistan. Par ailleurs, elle développe ses relations avec les pays africains, notamment l'Afrique du Sud et sud-américains, notamment le Brésil et le Chili avec lequel est négocié un accord de libre échange.

La Russie a invité l'Inde et l'Iran à se joindre à titre observateurs à l'Organisation de Coopération de Shanghai, qui réunit la Russie, la Chine et quatre pays d'Asie centrale, issus de l'Union soviétique (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan). La Chine ne s'y est pas opposée mais a exigé un statut identique pour le Pakistan. New Delhi renforcera ainsi sa présence en Asie centrale. Cette organisation concentre son attention sur les problèmes sécuritaires, y compris le terrorisme, mais s'intéresse de



plus en plus aux questions économiques, y compris les approvisionnements énergétiques. L'influence indienne se fait donc sentir bien au delà de l'Asie du Sud. L'Inde contribue à revitaliser le mouvement des pays non-alignés, bien qu'il n'ait plus guère d'utilité. Même si elle n'est pas membre permanent du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, ses avis de grande puissance économique et militaire, dotée de l'arme nucléaire, ne peuvent être ignorés. Comme la Chine, elle n'appartient pas à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ni à l'Agence Internationale de l'Energie. Cependant, au même titre que la Chine, elle est associée à la résolution des grands problèmes auxquels est confrontée l'humanité, comme par exemple la crise de l'énergie et le réchauffement climatique. Son rôle au sein du G 20, aux côtés de la Chine et du Brésil, s'affirme pour défendre les intérêts des pays en voie de développement. Elle figure parmi les pays qui dénoncent avec le plus de vigueur les subventions accordées par les pays développés aux produits agricoles et demandent un accès facilité aux marchés européen et américain. Son influence au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) grandit, grâce à une coopération étroite avec non seulement la Chine et le Brésil mais aussi l'Afrique du Sud.

Une forte présence dans le domaine de la culture conforte la place proéminente de l'Inde dans le monde. On assiste à une véritable renaissance de son influence culturelle. Son cinéma, sa musique, ses arts, ses danses connaissent de francs succès sur tous les continents. La mode indienne suscite un certain engouement. On pourrait même ajouter que l'Inde est une grande puissance gastronomique, sa cuisine étant connue dans le monde entier. Un écono-

miste indien Amartya SEN a reçu en 1998 le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur l'origine des famines. La littérature indienne est reconnue. Pour la seconde fois en vingt ans, l'Inde a été en 2006 l'invité d'honneur de la foire aux livres de Francfort sur le Main, la plus ancienne et la plus vaste du monde. Elle a été également à l'honneur au printemps 2007 au salon du livre à Paris. C'est une jeune romancière de père indien et de mère à moitié allemande qui a reçu en 2006 le prix Man Booker, la plus haute récompense littéraire au Royaume Uni pour son livre *The inheritance of loss*. Elle devient ainsi le troisième Indien à le remporter après Salman RUSHDIE, l'auteur des très controversés *Versets sataniques* et Arundhati Roy, le défenseur bien connu des opprimés.

Une possible entente entre l'Inde et la Chine

De sérieux différends opposent toujours l'Inde et la Chine, dont la délimitation de la frontière, le litige portant sur quelque 130.000 km² dans l'Himalaya. La construction, envisagée mais non encore décidée, d'un énorme barrage sur le Brahmapoutre avant qu'il ne pénètre en Asom provoquerait de vives tensions entre les deux pays mais aussi entre la Chine et le Bangladesh. Il est possible que la Chine y renonce. Par ailleurs, Pékin s'oppose à l'entrée de l'Inde au Conseil de Sécurité de l'ONU comme membre permanent.

Les deux pays se livrent à une certaine compétition en Asie. L'Inde perçoit des desseins inamicaux dans des initiatives chinoises au Pakistan et en Birmanie. Celles-ci se manifestent par la construction de routes, la participation à la construction au Pakistan du port en eau profonde de

p.48 et 49: le gros des bataillons de chars utilisent des versions revalorisées de T 72 M1.



Gwadar (qui pourrait servir de base pour les navires de guerre, en plus de la base navale d'Ormara, également sur la côte de Makran), l'utilisation des ports de Mergui, Dawei, Thandwe et Sittwe en Birmanie et l'installation d'une station d'écoute à Hangyi dans une île birmane, au large de l'Arakan. Par ailleurs, la Chine participe à la modernisation du port de Hambantota, dans le sud du Sri Lanka. Sa vaine tentative, encouragée par le Pakistan, mais démentie par Pékin, de créer une base de sous-marins sur l'île de Marao aux Maldives, a encore renforcé les craintes indiennes.

Pour contrer l'emprise chinoise grandissante en Birmanie, l'Inde estime désormais nécessaire de développer ses relations avec ce pays, tout en regrettant son régime militaire. Elle envisage en particulier d'importer du gaz mais le Bangladesh pose trois conditions pour la construction d'un gazoduc qui traverserait son territoire : possibilité d'importer de l'électricité d'origine hydraulique du Bhoutan et du Népal, droit de transit vers le Népal et le Bhoutan et rééquilibrage des échanges commerciaux. L'Inde semble très réticente pour les deux premiers points car elle ne veut pas de contacts trop étroits entre le Bangladesh, le Népal et le Bhoutan. New Delhi souhaiterait aussi obtenir de Dacca la possibilité de faire transiter par voies terrestre et ferroviaire, et pas seulement fluviale comme c'est le cas actuellement, hommes et marchandises entre le Bengale occidental et les Etats du Nord-Est, qui sont quasiment enclavés. Mais les Bangladais refusent cette demande. Une autorisation d'accès pour l'Asom et les autres Etats du Nord-Est au port de Chittagong serait considéré comme un geste positif par New Delhi. Les Indiens enveloppent ces diverses requêtes dans l'expres-

sion d'une politique plus large, à laquelle le Bangladesh contribuerait, à savoir l'ouverture vers l'Asie du Sud-Est. Le Bangladesh constituera un lien entre l'Inde et la Birmanie. En cas d'impossibilité politique de construire à travers le Bangladesh un gazoduc reliant les gisements birmans aux utilisateurs indiens, New Delhi envisage un nouveau tracé qui rejoindrait l'Etat du Mizoram par la vallée du fleuve Kaladan puis l'Asom et le Bengale occidental. Par ailleurs, pour ne pas laisser le champ libre à la Chine, l'Inde accorde une aide militaire à la Birmanie. Ce faisant, elle espère obtenir en plus la coopération de ce pays pour mener des opérations conjointes contre les insurgés du nord-est indien.

La Chine, par l'intermédiaire de sa province du Xinjiang, commence aussi à manifester son intérêt pour l'Afghanistan où l'Inde a retrouvé son influence depuis la chute du régime taliban.

L'appui chinois naguère accordé au roi du Népal dans sa lutte contre les insurgés maoïstes, qui incluait la fourniture d'armes, chagrinait l'Inde qui avait suspendu son aide militaire dont elle avait l'exclusivité, pour exprimer son mécontentement au sujet de la suppression de la démocratie. Les tentatives chinoises de trouver une entente avec le Bhoutan sur la définition des frontières la préoccupent car elle craint que Thimphu ne fasse des concessions trop importantes, notamment dans la vallée de la Chumbi, d'une importance stratégique pour les Indiens car elle commande l'accès au corridor reliant le Bengale occidental à l'Asom. La Chine cherche à s'incruster de plus en plus dans l'Himalaya à partir du Tibet.

Malgré ces divergences, les points de convergence se pré-

Le *INS Shindughosh* est un modèle russe 877 EKM des années 1980.



cisent. L'attitude de neutralité désormais adoptée par Pékin à l'égard du Cachemire, au grand dam d'Islamabad, ainsi que la reconnaissance quasi-officielle de l'appartenance du Sikkim à l'Inde, favorisent le rapprochement avec New Delhi. L'Inde et la Chine coopèrent dans de nombreux domaines et trouvent de plus en plus des terrains d'entente. Elles refusent un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis et prônent un monde multipolaire. Elles en seraient des pôles au même titre que les Etats-Unis, le Japon, la Russie, l'Union européenne, le Brésil et l'Afrique du Sud. L'Inde et la Chine ont établi un partenariat stratégique le 11 avril 2005 dont le contenu reste cependant vague. Comme la Russie, elles tentent de s'opposer à la politique américaine à l'égard de l'Iran. Un trinôme se forme, concrétisé par des réunions régulières des ministres des affaires étrangères des trois pays. Moscou et Pékin veulent éviter que l'Inde tombe dans l'orbite américaine. Ils la courtisent.

Comme le Pakistan, l'Inde envisage, dans l'état actuel des choses, de ne pas tenir compte de l'opposition des Etats-Unis à la construction d'un gazoduc à partir de l'Iran, par le territoire pakistanais. La Chine pourrait en profiter si ce gazoduc était prolongé jusqu'à la province du Yunnan via l'Inde. Des attentats terroristes majeurs répétés en Inde, comme ceux de New Delhi le 29 octobre 2005 et de Mumbai le 11 juillet 2006, pourraient suffire pour que l'idée soit abandonnée dans le sillage du refroidissement des relations qui ne manquerait pas de suivre entre le Pakistan et l'Inde. Un gazoduc traversant le Pakistan pour rejoindre le Xinjiang semble une alternative plus

sûre pour la Chine malgré les difficultés techniques dues à la traversée du Karakoram. Un tel tracé serait aussi plus attrayant pour le Pakistan puisqu'il éliminerait l'Inde au profit de la Chine. Dans les deux cas, l'Iran serait assuré d'avoir des clients de taille respectable, l'Inde ou la Chine. Une combinaison des deux options n'est pas, non plus, à éliminer.

L'Inde et la Chine entrent parfois en concurrence sur les marchés mondiaux avec un très net avantage pour la seconde (par exemple les échanges commerciaux de la Chine avec l'Amérique latine sont dix fois supérieurs à ceux de l'Inde). Mais elles constituent l'une pour l'autre de grands marchés potentiels, bien que les productions peuvent être semblables. Elles sont prêtes à développer leurs échanges commerciaux par voie maritime surtout mais aussi par voie terrestre. A cette fin, elles améliorent le réseau routier de part et d'autre de l'Himalaya, franchissable au moins à certaines périodes de l'année par de nombreux cols et des vallées. Le col de Nathu (Nathu La, La signifiant col en tibétain), réouvert en 2006, constitue le troisième point de passage après ceux de Shipki La en Himachal Pradesh et de Lipulekh en Uttarakhand. La Chine et l'Inde pourraient aussi réhabiliter la route historique, à laquelle le général américain Stilwell a donné son nom, qui fut construite pour aider la Chine à faire face aux Japonais au cours de la seconde guerre mondiale, à partir de l'Assam à travers la Birmanie. L'Inde reste consciente du risque d'être submergée de produits chinois comme le sont déjà ses voisins. Elle prend des mesures de protection tout en respectant, dans la mesure du possible,

Mirage 2000 indien sur la base de Gwalior en 2004.



les règles internationales. Les échanges commerciaux ont atteint en 2006 environ 20 milliards de dollars, ce qui constitue une progression considérable et pourraient atteindre 40 milliards de dollars en 2010.

La Chine devance nettement l'Inde dans le domaine de la recherche scientifique, même si elle a du retard dans certains domaines comme celui des logiciels. A titre d'exemple, le nombre des publications scientifiques chinoises, en pleine progression, atteint annuellement 55.000, à comparer au chiffre de 19.000 pour l'Inde. Ces deux pays représentent désormais une part importante des contributions mondiales à la recherche. Ils développent leur complémentarité en créant des entreprises conjointes, concernant l'électronique, l'industrie automobile et l'industrie textile. Des entreprises indiennes s'installent en Chine et des entreprises chinoises en Inde. C'est dire l'importance que la Chine accorde désormais à l'Inde, bien que celle-ci fasse quelquefois preuve de réticence pour des raisons de sécurité et par crainte d'une trop forte concurrence.

Bien qu'étant concurrents dans la recherche de sources d'énergie, en Asie centrale notamment, ils se sont mis d'accord pour prospection en commun des gisements de pétrole et de gaz en Iran et au Soudan, au détriment des pays occidentaux. Des coopérations semblables en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont à l'étude.

Des relations se sont également nouées dans le domaine militaire avec des visites réciproques et même quelques manœuvres navales communes.

Au sein des enceintes internationales, les deux pays adoptent des positions communes qui revêtent souvent une nette connotation anti-occidentale. Le développement des relations sino-indiennes pourrait toutefois être compromis par un rapprochement indo-américain qui se

dessine. En voulant améliorer simultanément ses relations avec les deux pays, New Delhi se livre à un exercice difficile.

Des intérêts réciproques entre l'Inde et les pays occidentaux mais aussi des rivalités

Les Etats-Unis prennent l'évolution des relations sino-indiennes au sérieux. Une entente étroite entre l'Inde et la Chine aurait des effets néfastes pour eux et l'ensemble du monde occidental. Washington s'efforce non seulement de contrer tout rapprochement entre New Delhi et Pékin mais de convaincre New Delhi d'adopter une stratégie commune à l'égard de la Chine.

L'Inde apparaît pour les Etats-Unis comme un allié de poids potentiel, à long terme, pour pallier la montée en puissance de la Chine. Des valeurs démocratiques communes les unissent, de même que la lutte contre le terrorisme islamique. Le Pakistan, au régime militaire à caractère semi-dictatorial, n'est qu'un pays provisoirement ami, utile à court terme, pour agir en Afghanistan et lutter contre le terrorisme. Au bon vouloir de Washington, il peut aussi servir de contrepoids à l'Inde si celle-ci se montre trop récalcitrante. Les autorités américaines se ménagent la possibilité d'utiliser le pays le plus faible pour soumettre le plus fort et le cas échéant l'amener à résipiscence.

A suivre

A.L.

L'Inde met l'accent sur la projection de forces et continue d'employer des Sea Harrier ainsi que l'INS Viraat (R22) - ancien HMS Hermes.

